

<https://gec.venissieux.org/Presentation-des-orientations>



Présentation des orientations budgétaires pour l'exercice 2009

- Les élus - Mandat 2014-2020 -



Publication date: lundi 2 février 2009

Copyright © Elus communistes et apparentés de Venissieux - Tous droits
réservés

Présentation des orientations budgétaires pour l'exercice 2009

Intervention de Yolande PEYTAVIN 1re adjointe

Remerciements à ma collègue, Evelyne Ebersviller pour cette présentation. Présentation réaliste, sans mensonges. Présentation des orientations budgétaires pour l'exercice 2009, dans un contexte de crise économique où les collectivités locales doivent faire face aux incertitudes très fortes, non seulement pour 2009, mais aussi pour les exercices à venir, notamment en ce qui concernent les dotations qui sont en baisse pour participer à la réduction de la dépense publique annoncée par le gouvernement.

Les marges de manœuvre sont faibles et nos ressources issues de la fiscalité locale et donc des impôts sur les ménages les réduisent encore plus. Les perspectives de croissance et de chômage pour 2009 sont alarmantes.

Des dizaines de milliers d'intérimaires jetés comme des kleenex ces derniers mois n'ont aucune perspective. Des dizaines de milliers de salariés de la filière automobile cloués au chômage technique viennent de passer les fêtes dans l'angoisse. Des milliers de PME sont en rupture de trésorerie.

Dans le secteur public, le gouvernement a fermé à double tour les portes de l'embauche. Alors que la crise démultiplie les besoins sociaux. L'hôpital public, l'éducation nationale et l'université, le secteur du logement et du bâtiment sont au point de rupture. Les collectivités locales sont asphyxiées. Et partout, le pouvoir d'achat est en berne, tirant toute la demande vers le bas.

Pour nombre de collectivités locales, la remise en question de leur autonomie, l'asphyxie financière et le manque de moyens humains auxquels elles se trouvent confrontées à court terme vont les contraindre à des arbitrages et à réduire les services qu'elles proposaient jusqu'à présent.

Les marges de manœuvre financières dégagées depuis l'automne par les différents plans gouvernementaux (428 milliards au total, pas mal pour un pays dont les caisses étaient soit disant vides) sont pour l'essentiel promises à reconstituer les capacités de crédit du système financier sans changer un iota aux critères d'utilisation de cet argent. Or, tant que le crédit servira à soutenir les rendements financiers contre l'emploi et les salaires, la situation continuera à empirer.

Le plan de relance proprement dit, soumis la semaine dernière par le gouvernement à l'Assemblée nationale est gravement insuffisant : tous les experts reconnaissent qu'il est l'un des moins ambitieux des pays capitalistes et que son impact sur la croissance sera très faible. Et surtout, il ignore totalement la relance du pouvoir d'achat et de la consommation (moins de 4 milliards d'euros en comptant large sur les 26 milliards annoncés), qui demeure pourtant l'un des plus sûrs moyens de tirer la croissance économique.

Et de surcroît, le gouvernement poursuit une politique de « réformes » qui a des effets répressifs extrêmement graves sur l'investissement et l'emploi public. Même quand les besoins éclatent au grand jour de manière dramatique comme pour l'hôpital, le gouvernement nie ces besoins. Et dans ce cas précis, pour justifier le maintien du projet loi Bachelot, il engage même une scandaleuse campagne de stigmatisation de l'hôpital public et de culpabilisation de ses personnels, comme on l'a vu récemment avec les propos du secrétaire national à la santé de l'UMP dans le Journal du Dimanche. Le dicton n'a jamais été aussi approprié : quand on veut tuer l'hôpital public, on dit qu'il a la

rage. La première urgence est de sécuriser l'emploi. Ce n'est pas aux salariés de payer la crise des marchés financiers. Les actionnaires veulent éponger leurs pertes et redresser au plus vite leurs rendements en licenciant, en écrasant le pouvoir d'achat, et en empochant les aides publiques. C'est au contraire à eux de mettre la main à la poche. Il faut mettre à contribution les profits et les dividendes, et mettre sous protection les salaires et l'emploi. Ne pas le faire, c'est handicaper encore toute possibilité de relance, car c'est l'emploi et non les dividendes qui crée la richesse.

Quelque soit la manière dont on aborde les annonces du gouvernement, le résultat est le même : ce sont les contribuables locaux qui trinqueront. Ils prendront de plein fouet les conséquences des mesures annoncées par le Premier ministre, soit parce que les collectivités locales seront contraintes d'augmenter leurs impôts pour compenser le désengagement sans précédent de l'Etat, soit parce qu'elles réduiront inéluctablement les services qu'elles leur apportent, ou les investissements qu'elles assument, ce qui aura des conséquences lourdes sur l'économie quand on sait qu'elles réalisent 70% des investissements publics.

C'est le fondement même du service public local qui est en cause, et la situation est grave.

Les maires et les présidents de communautés demandent que l'Etat s'abstienne de toute mesure qui aurait pour effet de limiter les ressources des communes et des communautés déjà soumises aux contraintes du plafonnement de la taxe professionnelle et de la règle de liaison entre les taux. Ils soulignent ainsi le risque que les communes, pour compenser les baisses de recettes provenant de l'Etat, accroissent l'impôt sur les ménages et que les communautés recourent à une fiscalité additionnelle qui reposerait également sur les ménages.

Le contexte est difficile. Il n'est pas uniquement vénissien, et les orientations budgétaires qui nous sont proposées sont réalistes dans un climat d'austérité imposé par le gouvernement.

Nos habitants n'ont pas à supporter la crise, eux qui ont déjà des difficultés pour joindre les deux bouts avec un pouvoir d'achat un des plus bas de l'agglomération lyonnaise.

Le groupe des élus communistes et apparentés approuve et soutiendra les propositions d'orientations budgétaires.